

NATIONS UNIES

Assemblée générale

QUARANTE-NEUVIÈME SESSION



*Documents officiels*

SIXIÈME COMMISSION  
28e séance  
tenue le  
vendredi 4 novembre 1994  
15 heures  
New York

---

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 28e SÉANCE

Président : M. MADEJ (Pologne)  
(Vice-Président)

SOMMAIRE

POINT 137 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DE LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL  
SUR LES TRAVAUX DE SA QUARANTE-SIXIÈME SESSION

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE  
A/C.6/49/SR.28  
10 novembre 1994  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : FRANÇAIS

94-82053 (F)  
\*9482053\*

La séance est ouverte à 15 h 25.

POINT 137 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DE LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL SUR LES TRAVAUX DE SA QUARANTE-SIXIÈME SESSION (suite) (A/49/10, A/49/355; A/C.6/49/L.5)

1. M. NEGA (Éthiopie) appuie la recommandation de la CDI tendant à ce que le projet d'articles sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation prenne en définitive la forme d'une convention-cadre. Il pense en effet qu'une convention-cadre non seulement servirait de ligne directrice pour les États qui négocient et adoptent des accords de cours d'eau spécifiques, mais encore offrirait en la matière des principes et règles d'ordre général, contraignants sur le plan juridique. Ces règles et principes généraux seraient encore plus importants en l'absence d'accords particuliers.

2. Un équilibre approprié devrait être maintenu entre les divers aspects, principes et intérêts concurrents naissant de l'utilisation des cours d'eau internationaux. Le droit souverain de tout État d'exploiter ses ressources naturelles, y compris les ressources en eau, à l'intérieur de son territoire et la nécessité de promouvoir la coopération avec les autres États du cours d'eau, compte tenu de leurs intérêts et avantages mutuels, sont les principes sur lesquels devraient être fondée l'exploitation des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation. L'Éthiopie est heureuse que cette opinion généralement admise trouve un reflet sans ambiguïté dans les articles 5 et 8 du projet. Comme le fait observer à juste titre la CDI au paragraphe 8 de son commentaire sur le projet d'article 5, tout État de cours d'eau international a le droit d'utiliser les eaux de celui-ci sur son territoire, car ce droit est un attribut de la souveraineté, et tout État dont le territoire est traversé ou bordé par un cours d'eau international en est investi.

3. Les principes fondamentaux qu'énonce l'article 5, à savoir ceux de l'utilisation et de la participation équitables et raisonnables, font naître une difficulté quant à son application, celle de savoir quels sont les facteurs et critères sur lesquels s'appuyer pour déterminer ce qui constitue une utilisation équitable et raisonnable. Il serait fort périlleux à cet égard de tenter d'établir un critère universel et généralement applicable à tous les cours d'eau internationaux. La CDI a néanmoins proposé à l'article 6 du projet de prendre certains facteurs en considération. Cette liste, incomplète et peu claire aux yeux de la délégation éthiopienne, risque de ne pas toujours servir son but, qui est de déterminer objectivement ce qui constitue une utilisation équitable et raisonnable; elle pourrait même, dans certains cas, conduire à un certain déséquilibre dans l'évaluation des intérêts et des utilisations (passées, actuelles et potentielles) des États de cours d'eau.

4. L'obligation générale de coopérer énoncée à l'article 8 complète l'article 5 et met en exergue l'objet même du projet d'articles dans son ensemble. L'obligation de coopérer vise à l'utilisation optimale et à la protection adéquate d'un cours d'eau international. La coopération entre les États du cours d'eau est également prévue dans les parties IV et V du projet d'articles et porte généralement sur l'utilisation, la mise en valeur et la préservation d'un cours d'eau international. L'Éthiopie souhaite promouvoir la coopération dans ces domaines, qu'elle met au premier rang de ses priorités.

/...

5. S'agissant des dispositions des articles 3 et 4 sur les accords de cours d'eau, la délégation éthiopienne reconnaît qu'il importe d'adapter ces accords aux caractéristiques de chaque cours d'eau et aux besoins des États concernés. Mais elle souligne qu'ils devraient être conformes aux buts et principes directeurs fondamentaux énoncés dans le projet d'articles. La possibilité d'adapter les dispositions des articles aux caractéristiques et aux utilisations d'un cours d'eau international particulier, prévue à l'article 3 du projet, devrait être éclaircie afin de dissiper les inquiétudes exprimées quant à la possibilité qu'un État du cours d'eau mette en cause les principes fondamentaux du projet d'articles, notamment ceux de l'utilisation et de la participation équitables et raisonnables.

6. En ce qui concerne les relations entre le projet d'articles et les accords de cours d'eau bilatéraux et régionaux en vigueur, la délégation éthiopienne estime que ces accords devraient rester valides s'ils ne vont pas à l'encontre des principes et objectifs fondamentaux énoncés dans le projet d'articles et si les parties à de tels accords souhaitent continuer de se considérer liées par eux et de les appliquer.

7. Pour ce qui est de l'article 7, la délégation éthiopienne souscrit à l'approche adoptée par la CDI pour tenter de clarifier les relations entre les articles 5 et 7, approche qui consiste à déclarer dans son commentaire que dans le cas où l'utilisation équitable et raisonnable d'un cours d'eau international peut causer des dommages significatifs à un autre État du cours d'eau, ce principe demeure le critère déterminant servant à mettre en équilibre les intérêts en jeu. Tout en comprenant les doutes émis par certains membres de la CDI sur l'utilité de l'article 7 en général, et tout en s'interrogeant elle-même sur l'opportunité d'y soulever la question de l'indemnisation, la délégation éthiopienne est disposée à accepter en l'état la formulation de cet article, eu égard à la primauté du principe de l'utilisation équitable et raisonnable, et à la nécessité de répondre aux préoccupations exprimées par d'autres États du cours d'eau.

8. M. POLITI (Italie) dit que le projet d'articles sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation et les commentaires de la CDI y relatifs constituent un ensemble de règles détaillées et bien équilibrées, étayées par la pratique des États. La délégation italienne approuve les solutions proposées pour certaines des questions les plus délicates qui y sont abordées.

9. C'est le cas par exemple des dispositions fondamentales sur l'utilisation équitable et raisonnable des cours d'eau internationaux figurant aux articles 5 à 10 et des dispositions relatives au règlement des différends, question abordée à l'article 33. Dans ces deux cas, il était tentant de chercher à atteindre des objectifs plus ambitieux mais sans doute cela n'était-il pas souhaitable, du moins à ce stade de l'élaboration du texte. D'autant que l'approche réaliste du projet n'a pas empêché de tenter d'établir un ensemble de principes régissant la conduite des États et de directives concrètes sur la négociation d'accords futurs.

10. La délégation italienne se félicite tout particulièrement de l'importance donnée, dans le domaine du règlement des différends, au mécanisme impartial de

l'établissement des faits, dont l'Italie a toujours pensé qu'il était extrêmement utile pour prévenir et régler les différends d'ordre écologique.

11. En ce qui concerne la forme de l'instrument à adopter sur la base du projet d'articles, la délégation italienne confirme sa préférence pour un texte ayant force obligatoire, à savoir une convention-cadre établissant les règles et principes généraux qui régissent les utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation. Cette convention pourrait être conclue par le biais d'une conférence de plénipotentiaires, ou par la participation directe de la Sixième Commission à l'examen du projet d'articles. D'un point de vue pratique, l'Italie penche pour la deuxième solution, à savoir donner mandat à la Sixième Commission de présenter un texte de convention à l'Assemblée générale pour adoption.

12. Passant au sujet de la responsabilité des États, et plus particulièrement à la question des conséquences des faits qualifiés de crimes aux termes de l'article 19 de la première partie du projet d'articles pertinent, la délégation italienne demeure d'avis de maintenir la distinction entre crimes et délits internationaux qui y est établie. La nature des conséquences des actes illicites ne devrait pas être la même pour des crimes internationaux et pour des délits internationaux. M. Politi se félicite donc de l'intention manifestée par le Rapporteur spécial de présenter à la session suivante de la CDI des propositions relatives aux conséquences des crimes sous forme d'articles ou de paragraphes qui figureraient dans les deuxième et troisième parties du projet.

13. Pour ce qui est des conséquences instrumentales de faits internationalement illicites, y compris les dispositions de règlement des différends applicables préalablement aux contre-mesures, la CDI a adopté à titre provisoire les articles 11, 13 et 14 et reporté sa décision sur l'article 12, qui traite des conditions de recours aux contre-mesures. La délégation italienne attend avec impatience la présentation d'un ensemble complet d'articles sur les contre-mesures à la session suivante de la CDI et félicite le comité de rédaction ainsi que le Rapporteur spécial des efforts qu'ils déploient en ce sens. Elle est heureuse que la CDI ait réaffirmé son intention d'achever avant 1996 la première lecture du projet d'articles sur la responsabilité des États.

14. Abordant la question de la responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables découlant d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international, l'intervenant doute que la décision de traiter séparément des activités susceptibles de causer des dommages transfrontières et des activités causant effectivement de tels dommages soit justifiée. Il félicite cependant la CDI des résultats substantiels auxquels elle est parvenue. L'Italie attache la plus haute importance à la question de la responsabilité internationale qui est au centre des débats sur la protection de l'environnement, dont se préoccupe de plus en plus la communauté internationale. Elle est heureuse de noter que les règles sur la prévention des dommages transfrontières figurant dans le projet d'articles adopté par la CDI semblent conformes à la pratique des États et à son évolution la plus récente.

15. La délégation italienne accueille favorablement le projet d'article 21, relatif à la responsabilité de l'État. À première vue, elle serait plutôt favorable à la variante A qui en est proposée, où l'on prévoit une responsabilité subsidiaire de l'État pour manquement à une obligation en matière

de prévention. Elle tient cependant à souligner que l'obligation de diligence et la responsabilité de l'État pour manquement à ses obligations ne devraient pas, à son avis, exclure du régime à créer la notion de responsabilité objective (sans faute) de l'État d'origine. Un devoir de réparation devrait également s'imposer lorsqu'aucune violation des règles de prévention n'a eu lieu; ce devoir aussi devrait revêtir un caractère subsidiaire. En d'autres termes, la réparation du dommage transfrontière par l'État d'origine ne devrait être exigée qu'après épuisement des recours aux mécanismes et procédures de réparation des dommages prévus dans le cadre du régime de responsabilité civile.

16. Mme BOUM (Cameroun) se félicite que la CDI ait repris à sa quarante-sixième session l'examen du projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité qu'elle avait adopté en première lecture en 1991, et qu'elle ait adopté, à la même session, le texte final d'un projet de statut pour une cour criminelle internationale. Ce projet (loi de forme) est intimement lié à l'adoption préalable d'un projet de code (loi de fond) définissant clairement les crimes dont le tribunal aurait à connaître.

17. La CDI reconnaît d'ailleurs, dans le commentaire relatif à l'article 20, que le statut n'a pas pour fonction de définir de nouveaux crimes, pas plus que d'établir une codification faisant autorité des crimes au regard du droit international général. Mais elle ne semble tirer aucune conséquence logique de cette constatation et ne cite pas, au nombre des sources du droit applicable, les traités postérieurs définissant les crimes. Dans ces conditions, la délégation camerounaise se demande comment le projet de code, une fois ratifié par les États, sera incorporé dans le statut de la cour.

18. En ce qui concerne l'article 23, la représentante du Cameroun constate que la CDI a décidé de conférer au Conseil le pouvoir de saisir la cour pour les crimes d'agression. Il y est prévu en effet qu'une plainte alléguant du crime d'agression ne peut être déposée que si le Conseil de sécurité a constaté au préalable qu'un État avait commis l'acte d'agression faisant l'objet de la plainte. La décision du Conseil de sécurité étant de nature politique et non juridique, la délégation camerounaise se demande si la cour criminelle pourra, en jugeant un individu, procéder à l'examen juridique de cette décision concernant un État. Dans la négative, la seule question pour la cour serait de déterminer si l'individu concerné a à répondre de l'acte de l'État, déjà jugé illégal par un organe politique. Le Cameroun estime que si la cour criminelle est conçue comme n'ayant pas le pouvoir de juger en droit le crime d'agression, alors elle ne devrait pas avoir compétence à l'égard de ce crime.

19. La représentante du Cameroun précise que ces observations doivent être interprétées non pas comme indiquant une opposition de principe à la création d'une cour criminelle internationale, mais comme témoignant du souci d'assurer l'impartialité et l'objectivité du tribunal qui sera créé.

20. Passant au droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation, la représentante du Cameroun se félicite que la CDI ait adopté la formule de l'accord-cadre et qu'elle ait décidé de ne pas étendre le champ d'application de la future convention aux eaux souterraines captives. Elle se félicite surtout que la CDI ait mis en exergue le devoir général de coopérer qu'ont les États du cours d'eau, auquel le Cameroun, signataire de quatre accords de cours d'eau, est particulièrement attaché. Les

réserves que soulève encore le projet ne constituant pas des obstacles insurmontables, la délégation camerounaise estime qu'il ne sera pas nécessaire de convoquer une conférence diplomatique en vue de son adoption.

21. M. VERESHCHETIN (Président de la Commission du droit international) remercie les membres de la Commission de l'intérêt qu'ils ont porté aux travaux de la CDI et rappelle que celle-ci ne pourrait s'acquitter de son mandat de codification et de développement progressif du droit international sans l'appui et les suggestions de la Sixième Commission.

22. À cet égard, il est particulièrement heureux de constater que les modifications introduites dans le projet de statut pour une cour criminelle internationale sur la base des vues exprimées par les gouvernements à la dernière session ont été favorablement accueillies par la Sixième Commission. Nul doute que des divergences subsistent encore et qu'il faudra remettre l'ouvrage sur le métier, mais il convient de souligner le large consensus qui s'est d'ores et déjà fait jour sur la question la plus fondamentale du projet de statut, à savoir l'opportunité de créer une telle cour. En effet, s'il y a déjà près d'un demi-siècle que cette question est examinée dans le cadre de l'ONU, l'idée de créer une cour criminelle internationale n'a vraiment pris corps qu'il y a quelques années. Depuis, elle n'a cessé de gagner du terrain, à mesure que l'on est informé de nouvelles atrocités, commises dans l'une ou l'autre région du monde.

23. De l'avis du Président de la CDI, la communauté internationale devrait saisir l'occasion historique qui lui est offerte de renforcer le cadre juridique international et de réaffirmer ainsi son attachement à l'état de droit. De plus, dès que le projet de statut sera achevé, la CDI aura plus de temps à consacrer au projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité.

24. En ce qui concerne le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation, bon nombre de délégations ont reconnu que l'accroissement de la population mondiale et l'expansion de l'activité industrielle imposaient l'adoption de règles largement acceptées qui aideraient les États à mieux exploiter et conserver les ressources en eau douce. Sur le point plus précis de la nature de l'instrument final, beaucoup de délégations se sont exprimées en faveur d'une convention-cadre, alors que d'autres, moins nombreuses, auraient préféré l'adoption de règles types ou de directives.

25. Notant l'impatience de la Commission de voir s'achever les travaux sur la responsabilité des États, M. Vereshchetin indique que la CDI est actuellement aux prises avec deux questions extrêmement complexes : les conséquences des crimes et les contre-mesures. Elle compte toutefois terminer la première lecture du projet d'articles d'ici à 1996.

26. Pour ce qui est enfin de la responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables découlant d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international, le débat a confirmé la difficulté extrême du sujet, qui suppose la fin de décisions politiques délicates et la révision de certaines notions traditionnelles du droit international. S'il est encore trop tôt pour affirmer que la CDI pourra concilier les diverses positions sur ce sujet, il est

satisfaisant de voir les membres de la Sixième Commission juger dans l'ensemble cohérente et équilibrée la démarche adoptée dans le premier projet d'articles.

27. Pour conclure, M. Vereshchetin souligne l'importance que la CDI attache au Séminaire de droit international, qui permet à de jeunes professeurs et juristes de se familiariser avec les travaux de la CDI et de certaines institutions spécialisées basées à Genève. Comme elle l'a fait en 1994, la CDI s'efforcera d'associer étroitement les participants au Séminaire à ses travaux en les invitant à étudier l'un des sujets inscrits à son ordre du jour.

La séance est levée à 16 h 10.